

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE



ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Réponses aux demandes de renseignements généraux et
demandes de renseignements particuliers

AVRIL 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demandes de renseignements généraux

Avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
	Aucun voyage hors Québec				

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2 - Voyages en avion ou en hélicoptère

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 :
a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ITINÉRAIRE	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	COÛT
Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère			

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Aucune dépense en publicité						

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 5 : Formation en communication

Liste des dépenses de formation en communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme</u> : les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; ventilées par type d'événement; le but recherché par chaque dépense; le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie. <u>Organisée par un professionnel ou une firme externe</u> : les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; le but visé par chaque dépense; le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.				
ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE				
SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017	NOM DE LA FIRME DE PUBLICITÉ		NOM DU FOURNISSEUR	BUT
Aucune formation en communication				

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 6 : Formation en communication – Personnel politique

Liste des dépenses de formation en communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
le but visé par chaque dépense, la nature de la formation, les personnes concernées.

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017	BUT	NATURE	PERSONNES CONCERNÉES
Aucune formation en communication			

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitation				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
BDO Canada S.R.L./S.E.N.C.R.L.	X				Validation du rapport annuel 2015-2016 et mandats d'audit interne.	11 600,00
Beaulieu, Danielle	X				Certification d'examens.	2 940,00
BSC Service-Conseil inc.	X				Audit de sécurité de l'information.	5 400,00
Bussièrès Communications inc.	X				Montage graphique de publications.	24 600,00
Communication Publi Griffé inc.	X				Montage graphique du rapport annuel 2015-2016.	6 000,00
Communication Publi Griffé inc.	X				Montage graphique de l'étude sur le personnel de secrétariat dans la fonction publique.	3 000,00
Dumais, Hélène	X				Révision linguistique.	3 000,00
École nationale d'administration publique (ENAP)	X				Documentation des promotions sans concours au sein de trois administrations dans le cadre de l'étude sur les promotions sans concours.	11 520,00

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

École nationale d'administration publique (ENAP)	X				Conseils et avis relativement à l'étude portant sur les promotions sans concours.	2 625,00
Énergie Mobilisation	X				Sondage sur la mobilisation du personnel.	5 950,00
Gilbert, Daniel	X				Membre externe du Comité d'audit interne.	2 000,00
Gingras, Line	X				Révision linguistique.	1 000,00
Groupe EDTECH, Le	X				Maintenance et amélioration de l'outil statistique du système de gestion des données du greffe.	3 000,00
Guy Perron CPA inc.	X				Services-conseils en matière de processus et de méthodologie de vérification.	10 000,00
Jeanrie, Chantale	X				Services-conseils en analyse de moyens d'évaluation (certification).	2 800,00
JFLarouche agence de publicité	X				Ajustements techniques et mises à jour du site Web de la Commission.	5 000,00
Mallette S.E.N.C.R.L.	X				Développement et implantation d'un tableau de bord intégré de gestion.	14 000,00
Morneau, Guy	X				Membre externe du Comité d'audit interne.	2 000,00
S2K Technologies inc.	X				Maintenance du système de gestion des données du greffe.	1 650,00
Sirois, Catherine	X				Révision linguistique.	1 000,00
Solutions Victrix inc., Les	X				Sécurité de l'information – tests d'intrusion.	4 500,00
Stratégie Organisation et Méthode SOM inc.	X				Sondage sur la satisfaction de la clientèle.	7 800,00
Teknov inc.	X				Modifications et ajustements techniques dans le site intranet.	8 000,00
Université Laval	X				Analyse statistique et services-conseils en techniques d'échantillonnage en matière de vérification.	2 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8 - Autorisation art. 17, Loi sur les contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Aucun contrat

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 9 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
	Aucun appel d'offres public						

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 10 : Contrats - Cabinet

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIFS
Voir réponse à la question 7.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 11 - Consultants externes

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 12 - Développements informatiques >100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*; m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Nom du projet	Nature du projet	Budget autorisé	Dépenses au 28-02-2017	Réalisation (%) 28-02-2017	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
	Aucun projet informatique de plus de 100 000 \$				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 13 - Dépenses diverses

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

OBJET	COÛT
Photocopie	3 481,44
Mobilier de bureau et l'ameublement	599,99
Entretien du purificateur d'eau courante	144,00
Décoration et embellissement	0,00
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	5 411,87
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	537,37
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	17 103,24
- Extérieur du Québec	0,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 14 - Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques**

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Nombre d'appareils mobiles	5
Coûts d'acquisition des appareils mobiles	Le coût d'acquisition est inclus dans le coût des contrats.
Nombre de minutes utilisées	8 423 minutes
Coût d'utilisation	0,00
Fournisseurs	Rogers
Coût des contrats	1 548,08
Coûts de résiliation	330,00
Nombre de tablettes électroniques et d'ordinateurs portables	12
Frais d'itinérance	3,25
Coûts d'acquisition des ordinateurs portables et des tablettes électroniques	Aucune acquisition

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la CFP en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15A - Répartition du personnel

35 ans et +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidence et membres de la Commission	0	0,00%	1	3,13%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	3	9,38%	4	12,50%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2	6,25%	1	3,13%	3	9,38%
Professionnels	0	0,00%	3	9,38%	0	0,00%	0	0,00%	5	15,63%	10	31,25%	18	56,25%
Techniciens	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	4	12,50%	5	15,63%
Personnel de bureau	0	0,00%	1	3,13%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	3,13%	2	6,25%
Ouvriers		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
TOTAL	0	0,00%	5	15,63%	0	0,00%	0	0,00%	7	21,88%	19	59,38%	32	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15B - Répartition du personnel
- de 35 ans

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.														
Moins de 35 ans														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidence et membres de la Commission	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	3,13%	0	0,00%	4	12,50%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	3	9,38%
Professionnels	0	0,00%	1	3,13%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	3	9,38%	18	56,25%
Techniciens	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	3,13%	5	15,63%
Personnel bureau	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	3,13%	2	6,25%
Ouvrier		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
TOTAL	0	0,00%	1	3,13%	0	0	0	0,00%	1	3,13%	5	15,63%	32	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15C - Jours de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.			
CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	AUTRES*
9,0	115,0	33,0	3,5
* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Preretraite.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15D - Réserves de congés de maladie				
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Cadres	1			2
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	4	2		1
Professionnels	7	3	4	
Autres *	6	2		
	VALEUR ESTIMÉE			
Cadres	3 299,38			133 187,41
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	2 785,30	9 324,16		50 460,56
Professionnels	5 612,05	10 687,80	67 033,45	
Autres *	714,34	69 968,99		
* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Preretraite.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires			
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); le coût moyen par employé, selon la classe de travail.			
PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES
0	70,32	77,68	4,75

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15F - Jours de vacances												
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	1,0	0,0	0,0	15,0	23,0	6,0	0,0	6,0	8,0	3,0	5,0	
Professionnels	7,0	5,0	27,0	47,5	151,0	18,0	9,0	3,0	22,0	21,0	13,0	
Personnel de bureau et techniciens	5,0	10,0	11,0	19,0	18,5	16,0	18,0	22,5	27,0	16,0	1,5	
Autres *	6,0	3,0	9,5	13,0	24,0	6,0	4,0	3,0	2,5	4,0	1,0	
TOTAL	19,0	18,0	47,5	94,5	216,5	46,0	31,0	34,5	59,5	44,0	20,5	
* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Préretraite.												

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15G - Réserves de jours de vacances				
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Cadres	1	2		
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	3	4		
Professionnels	9	5		
Autres *	4	4		
	VALEUR ESTIMÉE			
Cadres	0,00	14 208,91		
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	2 107,91	15 528,02		
Professionnels	7 356,47	21 454,37		
Autres *	0,00	26 471,23		
* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Preretraite.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15H - Plaintes pour harcèlement psychologique

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15I - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS 2016-2017	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
Présidence et membres de la Commission	4	Capitale-Nationale
Cadres	3	Capitale-Nationale
Personnel de bureau	2	Capitale-Nationale
Professionnels	18	Capitale-Nationale
Techniciens et assimilés	5	Capitale-Nationale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15K - Effectifs complexité supérieure

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

	2016-2017
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel ¹	8

¹ À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L - Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

	2016-2017
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹	1

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15M – Postes par catégorie d’emploi**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) : le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).		
CATÉGORIE D’EMPLOI	NOMBRE D’EFFECTIFS 2016-2017	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
Présidence et membres de la Commission	4	Capitale-Nationale
Cadres	3	Capitale-Nationale
Personnel de bureau	2	Capitale-Nationale
Professionnels	18	Capitale-Nationale
Techniciens et assimilés	5	Capitale-Nationale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15N - Effectifs cinq prochains exercices

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 150 - Employés permanents et temporaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15P - Départs volontaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15Q – Postes abolis

Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.

Aucun en 2016-2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15R – Effectif autorisé

L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16A - Départs à la retraite

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Aucun remplacement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C - Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.

Voir réponse à la question 16A.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D - Retraités à contrat

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats :	2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17 - Baux SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.				
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M ²)	COÛT TOTAL DE LOCATION 2016-2017	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2016-2017	NATURE DES TRAVAUX
800, place D'Youville, Québec Bureau	1 185,17	310 762,32	-	
Espace d'entreposage	10,83	1 518,96		
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	27,28	5 837,04	-	
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (salle d'audience au Palais de justice de Montréal)	n/d	7 394,40		

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18 - Travaux espaces occupés (haute direction)

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et d'autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux; les coûts; le nom de la firme ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aménagement

325,10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 : Personnel de cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant, le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20 : Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21 - Personnel hors structure

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucun personnel hors structure

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 22 : Personnel en disponibilité

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le poste initial; le salaire; le poste actuel, s'il y a lieu; la date de la mise en disponibilité; les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 23 : Occasionnels mis à pied

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en précisant la ou les raisons, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); prévisions pour 2017-2018; par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24 : Postes abolis par catégorie – Bureaux régionaux

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
Aucun en 2016-2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 : Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Voir réponse à la question 15J

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26 - Personnel rémunéré affecté ailleurs

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun personnel rémunéré affecté à d'autres organismes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 – Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2016-2017 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.

FOURNISSEUR	NATURE DU SERVICE	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Tableau des modifications et index sommaire des Publications du Québec	70,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires, (2 ^e édition, mise à jour)	356,15
	Accès à l'information : loi annotée (mise à jour)	94,10
	Charte canadienne des droits et libertés (mise à jour)	201,05
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Banque de données et accès Azimut, forfait pour la recherche juridique	247,69
Solutions Novaxis inc.	Diffusion et entretien de Cit@tion – Droit du travail en ligne (Vixit)	1 967,45
SurveyMonkey	Outil de conception de sondages	348,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 28 - Billets de saison, loges, club privé

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
	Aucune somme de cette nature déboursée	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 - Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE
Commission de la fonction publique du Québec www.cfp.gouv.qc.ca	JFLarouche agence de publicité Technologies Umbrella inc.	2016-2017 : 3 712,50 Hébergement : 720,00	Hélène Sarrasin	Le site de la Commission est mis à jour de façon continue.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 30: Nominations de négociateurs, médiateurs, commissaires, experts enquêteurs

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : la liste; le nom de la personne, les mandats de chacune de ces personnes; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.		
FOURNISSEUR	OBJET	COÛT
Voir réponse à la question 7		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 31 : Visites ministérielles et sous-ministérielles

Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Aucune dépense effectuée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 32 : Demandes d'accès à l'information

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre total de demandes reçues; le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 de la Commission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33 : Adjoints parlementaires

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; l'objet; les dates.

Voir réponses aux questions 1 et 2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34 : Entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35 : Ententes gouvernements fédéral et provinces

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36 : Crédits périmés et reportés

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37 - Revenus autonomes et tarification

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 de la Commission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38 : Plan de réduction des dépenses

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39 - Transferts du gouvernement fédéral

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 40 - Primes au rendement et bonis	
Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	
	Montant déboursé en 2016-2017 ¹
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les CGRH) Les bonis pour les conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines sont accordés en vertu de l'article 50 de la <i>Directive concernant l'ensemble des conditions de travail des conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines</i>. Pour le personnel professionnel et les fonctionnaire, les bonis sont versés en vertu de la Sous-section I de la Section V (articles 51, 52 et 53) de la <i>Directive concernant l'attribution de la rémunération des fonctionnaires</i>, intitulée Boni pour rendement exceptionnel.	32 255,72 \$

¹ Ce montant correspond aux primes au rendement de l'année financière 2015-2016 suite aux évaluations. Les déboursés sont effectuées sur l'année financière 2016-2017. Aucun boni n'a été versé aux cadres depuis 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 41 - Primes de départ, allocations de transition

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ versée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 42 : Augmentations de salaire

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 43 - Salaires versés sans fonction ou tâche assignée

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 44 : Personnes déplacées de leurs fonctions à la suite de changements de gouvernement

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45 - Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Aucune personne				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 46 : Entente de confidentialité (Projet de loi, politiques, stratégies, etc.)

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 47 : Reconduction des programmes existants

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 48 : Cran d'arrêt

Liste des situations en 2016-2017 ou s'est appliqué le principe de cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 49 : initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 50 : ETC Plan Nord

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 51 : Budget Plan Nord

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 52 : ETC Stratégie maritime

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 53 : Budget Stratégie maritime

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 54 : Programmes financés par le Fonds vert

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 55 : Programme financé par le Fonds des ressources naturelles

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 56 : Programmes financés par le Fonds du Plan Nord

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 57 : Contrats de service juridique

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 58 - Autorisation art. 17, Loi sur les contrats - délégation

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 59A

59A. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : la dépense totale (opération et capital); les grands dossiers en cours; le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

	2016-2017
Services internes	
Encadrement	0,00
Continuité	24 700,00
Projets	0,00
Services externes	
Encadrement	0,00
Continuité	80 000,00
Projets	0,00
Rémunération du personnel	
Encadrement	33 300,00
Continuité	12 600,00
Projets	0,00
Acquisition et location de biens	
Encadrement	0,00
Continuité	31 400,00
Projets	65 000,00
Total des ressources informationnelles	247 000,00
Moins crédits d'immobilisations	65 000,00
Total des dépenses non capitalisables	182 000,00
Plus dépenses d'amortissement	8 800,00
Grand total des dépenses figurant aux résultats	190 800,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 59B

59B. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : les grands dossiers en cours.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site internet www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 59D

59D. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 59E

59E. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Voir réponse à la question 11.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 60A : Masse salariale

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités-conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 60B - Indemnités de retraite

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

NOMBRE

Aucune indemnité de retraite versée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 61 : Taux d'absentéisme

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 62 : Bilan des compressions budgétaires

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 63 - Développement durable

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 de la Commission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 64 : Rapports, études, avis, analyses, enquêtes

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun : le sujet; la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; les coûts reliés à sa réalisation; le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 65 - Cotisations à des associations

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisations à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la *Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79)* du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations de professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) Dépense totale relative au paiement des cotisations;

9 789,75

b) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels la Commission a versé un paiement pour cotisation;

Barreau du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

**Demandes de renseignements particuliers de
l'opposition officielle**

Avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 1 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Indiquer les sommes dépensées pour 2016-2017 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Dépenses
2016-2017

Voir réponse à la demande de renseignements généraux numéro 59A.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 2 - Services électroniques

Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 3 – Centres spécialisés en ressources informationnelles

État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2017, budgets accordés en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 - Suivi des mesures concernant le logiciel libre

Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2017, budget accordé en 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste des standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2017 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courrier électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2017 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2017 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; dates et résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2017 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2016-2017 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.
Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2016-2017, ainsi que les résultats.

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Aucun comité				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉROS 6 à 55

Questions numéros 6 à 55

Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demandes de renseignements particuliers

Deuxième groupe d'opposition

Avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Conseil d'administration

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2016-2017, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Aucun conseil d'administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Formations

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer : le lieu, le coût, la ou les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 - Dépenses en logiciel, matériel et services professionnels en TI

Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le secrétariat et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	Dépenses 2016-2017
Voir réponse à la demande de renseignements généraux numéro 59A.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 - Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le secrétariat en 2016-2017, en indiquant pour chacun : son mandat, la liste des membres, le budget dépensé, le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres, les résultats atteints.

Voir réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 5.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Employés devenus permanents

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au secrétariat et dans chaque organisme qui en relève en 2016-2017 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Aucun en 2016-2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Plan de retour à l'équilibre

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du secrétariat et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Sondages**

Liste et copie de tous les sondages effectués par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.		
FOURNISSEUR	SUJET	MONTANT
Stratégie Organisation et Méthode SOM inc.	Satisfaction de la clientèle de la Commission à l'égard de ses services.	7 800,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Avis, juridiques et autres

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2016-2017 par le secrétariat ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Aucun avis

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 - Frais de traduction et des documents

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le secrétariat et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Aucune traduction

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - Mandats SQI

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le secrétariat et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2016-2017.

Aucun mandat

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Concours et tirages

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 12 - Campagnes de publicité et de sensibilisation

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018 : le nom de toutes les campagnes, les coûts de ces campagnes, le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser, les dates de diffusion de la campagne, les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13 - Financement ou de subventions

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Aucun programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14 - Employés affectés aux affaires publiques

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilée par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

- a) 1,1 ETC
- b) Les dépenses liées aux affaires publiques sont présentées dans la demande de renseignements généraux numéro 4.
- d) Voir réponse à la demande de renseignements généraux numéro 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Étude des crédits

Pour le secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Le personnel de la Commission contribue à des degrés variables à la préparation de cet exercice de reddition de compte.

Les coûts reliés à la préparation de l'exercice des crédits budgétaires n'ont pas l'objet d'une comptabilisation spécifique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉROS 16 à 127

Questions numéros 16 à 127

Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

